



HAL
open science

Péninsule ibérique : émiettement du pouvoir politique et concentration du pouvoir économique

Monique Héritier

► **To cite this version:**

Monique Héritier. Péninsule ibérique : émiettement du pouvoir politique et concentration du pouvoir économique. Textes & Contextes, 2008, Identités nationales, identités régionales, 1, <https://preo.u-bourgogne.fr/textesetcontextes/index.php?id=123>. halshs-00320544

HAL Id: halshs-00320544

<https://shs.hal.science/halshs-00320544>

Submitted on 11 Sep 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Article tiré de :

Textes et Contextes. [Ressource électronique] / Centre de Recherche Interlangues « texte image langage ». N°1, « identités nationales, identités régionales ». (2008). ISSN : 1961-991X.

Disponible sur internet :

<http://revuesshs.u-bourgogne.fr/textes&contextes/>

Péninsule ibérique : émiettement du pouvoir politique et concentration du pouvoir économique

Monique Héritier, Université de Cergy-Pontoise, U.F.R. de Langues, Site des Chênes, 33, bd. du Port, F-95011 CERGY-PONTOISE Cedex, moniqueheritier [at] noos.fr

Résumé

Si la Constitution espagnole de 1978 affirme l'unité de la Nation, elle insiste beaucoup sur l'autonomie des nationalités et régions. Ce hiatus se traduit par une dispersion du pouvoir politique.

Au niveau économique, la tendance est à la constitution d'ensembles plus vastes, dépassant les notions régionales ou nationales.

L'étude des tendances des vingt dernières années tend à démontrer un émiettement du pouvoir politique en Espagne, la région prenant souvent le pas sur la nation. Dans le même temps, les relations économiques avec le Portugal se sont considérablement renforcées impliquant une forte dépendance de celui-ci vis-à-vis de son voisin espagnol. Se constitue progressivement un espace économique coïncidant avec péninsule ibérique largement dominé par l'Espagne.

A terme se posera la question de savoir si de ce nouvel espace économique naîtra une nouvelle identité ibérique.

Abstract

The Spanish Constitution of 1978 asserts both "the indissoluble unity of the Nation" and the "right of self-government for nationalities and regions", a constitutional contradiction which, in fact, disperses political power.

In the economic sphere, however, the trend is to concentrate power in wider groups, going beyond the political notions of "regions" and "nation".

In the Iberian Peninsula, which is a clear geographical unit, the economic trend, for the last twenty years, has seen the growth of Spain's leadership. The question can thus be raised: has a new economic identity emerged within this geographical unit?

Mots-clés

Péninsule ibérique-XX^e siècle-pouvoir -économie-échanges-identités.

Introduction

La Constitution espagnole affirme dès le titre préliminaire, article 2 (*Constitución española*, Congreso de Diputados 1978 : 12) « l'indissoluble unité de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols », cette même constitution reconnaissant et garantissant, en même temps, dans le même article (*Ibid.*) « le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui la composent ». On peut se demander si le pouvoir politique affirmé ici de façon ambiguë ne se rapproche pas de la notion de « toutes les Espagnes » comme on le disait au temps de Charles Quint, impliquant une tendance nettement fédéraliste. Cette constatation entraîne une autre réflexion, cette fois sur le pouvoir économique. Celui-ci tend, d'une part, à se concentrer de plus en plus, et, d'autre part, à représenter un ensemble géographique de plus en plus vaste. L'observation rapide d'une carte nous montre que l'ensemble ibérique est une unité ; on peut donc se demander si le pouvoir économique ne tendrait pas à dépasser les frontières des états pour créer un autre ensemble plus étendu. Ces quelques interrogations amèneront à examiner tout d'abord le pouvoir politique en Espagne, puis le pouvoir économique, toujours en Espagne, pour déboucher ensuite sur les relations économiques hispano-portugaises.

1. Le pouvoir politique en Espagne

Comme le suggérait l'introduction, la Constitution espagnole est plutôt ambiguë en ce qui concerne la définition du pouvoir politique. Une analyse plus approfondie de la Constitution est nécessaire pour essayer de déterminer le cadre et les limites du pouvoir.

1.1. Le pouvoir central et les communautés autonomes

Le titre préliminaire de la Constitution, dans son article 2 affirme en même temps l'unité de la Nation et l'autonomie des nations qui composent l'Espagne. Ensuite le Titre VIII sur l'organisation territoriale de l'Etat (*Constitución española* 1978 : 56-69) détermine les prérogatives de l'Etat central et des communautés autonomes.

L'Etat n'apparaît que comme l'étage supérieur d'un édifice, comprenant Communautés Autonomes, provinces et municipalités (*Ibid.* : 56). Il intervient, en réalité, pour déterminer et réguler la politique économique. Le titre VII Economie et Finances (*Ibid.*, Titre VII article 128 alinéa 2 : 52) reconnaît « l'initiative publique dans l'activité économique ». L'article 130 prévoit la possibilité d'intervention afin de promouvoir la modernisation et le développement des différents secteurs économiques, insistant sur des types d'activités risquant d'être fragiles, particulièrement l'élevage, la pêche, ainsi que l'artisanat, et prévoyant un statut spécial pour les zones de montagne (*Ibid.*, article 130 : 53).

L'Etat pourra également planifier l'activité économique générale, se chargeant lui-même d'élaborer les projets de planification, mais là le cadre est très net puisque lesdits projets seront construits à partir des données fournies par les Communautés Autonomes (*Ibid.*, article 130 : 53).

Si l'Etat peut percevoir impôts et taxes, les Communautés Autonomes sont aussi en mesure de le faire (*Ibid.*, Titre VII, article 133 : 54/Titre VIII, article 157 : 68). Celles-ci, en effet, seront

alimentées financièrement conjointement par l'Etat et par leurs ressources propres (*Ibid.*, Titre VIII, article 142 : 57).

Quant aux compétences des Communautés Autonomes, énumérées dans l'article 148, elles sont très vastes, allant de l'organisation institutionnelle à l'aide au développement des activités économiques en passant par les infrastructures, les transports, la pêche, la politique sociale et de santé, sans oublier les compétences en matière d'enseignement et de recherche, ni la préservation des monuments et du patrimoine culturel. Tout cela doit bien sûr s'exercer en accord avec «les objectifs fixés par la politique économique nationale » (*Ibid.*, Titre VIII article 142 : 60).

Toutefois, si une Communauté a un poids économique ou politique important –c'est le cas notamment des deux Communautés historiques, Catalogne et Pays Basque– il est évident que celle-ci pèsera de façon plus importante dans les prises de décisions. Cette organisation à plusieurs étages rend la vie politique particulièrement complexe. Traditionnellement, en cas de besoin pour constituer une majorité, le Parti Populaire (conservateur) s'allie avec un parti catalaniste (CiU) alors que le PSOE (Partido Socialista Obrero Español) préfère le faire avec un parti basque considéré comme modéré (PNV).

Les Communautés, au nombre de 17, sont chacune dotées d'un Statut déterminant le cadre institutionnel, gouvernement (junta) et parlement local, ce qui, concrètement, compte tenu de l'étendue des prérogatives qu'elles ont au niveau local (voir plus haut), leur donne un pouvoir de décision très vaste, tant en matière politique qu'en matière économique.

1.2 Usages particuliers liés aux Communautés Autonomes

L'Espagne apparaît ainsi comme un Etat tendant vers le fédéralisme, chaque communauté ayant ses caractéristiques propres, langue ou drapeau en étant la manifestation la plus évidente. Le titre préliminaire de la Constitution, dans son article 4, alinéa 2 reconnaît à chaque autonomie la possibilité d'avoir son propre oriflamme et de l'apposer sur les bâtiments publics aux côtés du drapeau national (*Ibid.*, Titre préliminaire, article 4 : 13).

En matière linguistique aussi le pluralisme est de rigueur. En ce domaine, on retrouve à peu près la même ambiguïté qu'en ce qui concerne l'affirmation de l'unité de la nation espagnole.

L'article 3 du titre préliminaire affirme dans son 1^{er} alinéa que « le castillan est la langue espagnole officielle de l'Etat. Tous les Espagnols ont le devoir de la connaître et le droit d'en faire usage » (*Ibid.*, Titre préliminaire, article 3, alinéa 1 : 12). La première affirmation laisse entendre qu'il n'existe qu'une seule langue, mais la deuxième phrase de l'article introduit l'ambiguïté déjà soulignée. Si c'est une obligation de connaître le castillan, ce n'en est pas une de l'utiliser. Le 2^{ème} alinéa de ce même article 3 introduit la notion de pluralisme : « Les autres langues espagnoles seront également officielles dans les Communautés Autonomes respectives conformément à leurs Statuts » (*Ibid.*, alinéa 2). Cette affirmation signifie que, concrètement, dans les Communautés où il existe une langue (essentiellement Catalogne, Pays Basque, Galice) le bilinguisme est de rigueur.

Politiquement, l'Espagne apparaît ainsi comme une véritable mosaïque, et ceci d'autant plus que, comme cela a été évoqué précédemment, chaque Communauté est dotée de son propre drapeau qui constitue un symbole identitaire fort.

1.3 Caractéristiques du pouvoir politique espagnol

L'Espagne, certes, est un Etat et une Nation, mais le pouvoir politique tend à se morceler car il est dispersé à la fois horizontalement et verticalement. Horizontalement, par la dispersion géographique des pouvoirs locaux, de nombreuses décisions sont prises dans des lieux géographiques parfois fort éloignés les uns des autres ; verticalement, par la multiplication des niveaux de décision puisqu'au-delà des Communautés Autonomes subsistent les Provinces.

Au nombre de cinquante au moment de leur création par Ferdinand VII dans un but de centralisation, à l'instar de la subdivision française en départements, et à peine modifiées de nos jours, elles ajoutent maintenant à la dispersion des pouvoirs. Leur existence est en effet affirmée dans le titre VIII traitant de l'organisation territoriale de l'Etat. Le Chapitre I, article 137 stipule que « l'Etat est organisé territorialement en municipalités, en provinces et en les Communautés Autonomes qui se constitueront. » (*Ibid.*, Titre VIII, chapitre I, article 137 : 56).

Cette organisation implique aussi différents niveaux de compétence et, partant, une grande complexité au niveau de la prise de décision.

Enfin se pose le problème de l'égalité des différentes Communautés Autonomes, même si la Constitution a tenté de prévoir les dérives possibles : « Les différences entre les Statuts des différentes Communautés Autonomes ne pourront, en aucun cas, entraîner des privilèges économiques ou sociaux. » (*Ibid.*, Titre VIII, chapitre I, article 138 : 56). Malgré cette affirmation, on ne peut nier qu'il existe certaines disparités de développement entre les différentes Communautés, posant le problème du pouvoir économique.

2. L'économie et le pouvoir économique en Espagne

Les Communautés Autonomes ne sont pas uniquement des entités politiques, elles sont également des espaces économiques. Une analyse rapide, à la fois historique et économique, permettra de déterminer lesquelles représentent le plus grand poids en termes de PIB, d'échanges ou simplement de notoriété économique.

2.1 Constitution des régions les plus dynamiques économiquement

Pour définir les régions espagnoles les plus dynamiques en matière de développement économique, il convient d'aborder la question non seulement sous un angle économique, mais également sous ses aspects démographique et historique.

Traditionnellement, l'Espagne fut dans les siècles passés un pays peu peuplé en raison, comme les autres pays européens, des épidémies, des guerres ou de la mortalité infantile, facteurs auxquels s'ajoutèrent des circonstances purement espagnoles comme l'émigration vers le Nouveau Monde dès le XVI^{ème} siècle, ou, également à partir de la même époque, la pléthore de vocations religieuses. A cela s'ajoutait, et s'ajoute encore, un déséquilibre entre un centre peu peuplé, à l'exception de Madrid, et des régions périphériques à concentration urbaine plus forte. En dehors de Madrid, les régions où la population était plus concentrée étaient le nord-ouest avec le Pays Basque et le nord-est avec la Catalogne, ces deux régions bénéficiant d'une importante ouverture maritime. Ces circonstances s'ajoutant à un manque chronique de capitaux étaient peu favorables au développement économique et industriel, en particulier faute d'un marché suffisant pour écouler les produits.

L'industrialisation de l'Espagne a débuté au XIX^{ème} siècle, précisément dans les régions où la concentration de population permettait à la fois l'utilisation d'une main d'œuvre locale suffisante, la recherche de débouchés pour les produits élaborés, ainsi qu'une ouverture maritime facilitant éventuellement l'exportation. Tel est le cas de l'exploitation minière, l'exportation par Bilbao favorisant l'essor du Pays Basque pourvu d'une infrastructure bancaire relativement importante pour l'Espagne de l'époque. Au XIX^{ème} siècle toujours, le rapatriement de capitaux du Nouveau Monde après les Guerres d'Indépendance de l'Amérique Latine (1824), fut à l'origine de l'essor de l'industrie textile catalane.

Si l'on ajoute à cela que les sièges de sociétés, souvent constituées en grande partie de capitaux étrangers, se situent généralement à Madrid, on aboutit aux trois grands pôles de concentration démographique coïncidant avec les zones de développement économique de

l'Espagne.

2.2 Les régions les plus dynamiques de nos jours.

Le développement économique de l'Espagne a été spectaculaire depuis les années 60, ce que d'aucuns n'ont pas manqué d'appeler « le miracle économique espagnol ». Il n'est plus de mise de considérer l'Espagne comme un pays attardé économiquement, et comme le fait justement remarquer Albert Broder « le pays n'est plus *différent* » (Broder 1998 : 320). Toutefois, les différentes régions ou Communautés Autonomes ne sont pas toutes logées à la même enseigne. Huetz de Lemps souligne « l'inégal développement économique des Régions autonomes » (Huetz de Lemps 1998 : 273). Les régions en tête pour le PIB sont les Baléares, Madrid, la Catalogne, La Rioja, la Navarre et le Pays Basque. (Huetz de Lemps 1998 : 274). On retrouve donc, avec un élargissement, les trois pôles traditionnels : Pays Basque, Catalogne, Madrid. Toutefois, Albert Broder observe qu'entre 1960 et 1983 la Catalogne n'a gagné que 6 points dans la progression du PIB national, quand, dans le même temps, Madrid en gagnait 20 (Broder 1998 : 302).

Cette tendance ne devrait que s'accroître, Madrid étant traditionnellement le siège des sociétés, en particulier les filiales espagnoles des grandes multinationales, et abritant également les grands centres de décision financière. D'autres facteurs devraient également jouer en sa faveur, la capitale espagnole disposant également d'industries à haute technologie. Enfin le développement récent du transport ferroviaire rapide, AVE (*alta velocidad española*), Madrid/Séville, Madrid/Barcelone, facilite les déplacements des hommes d'affaires sur une journée, favorisant la localisation à Madrid des centres de décision économique.

2.3 Les secteurs d'activité les plus dynamiques

Jusqu'à une époque récente l'agriculture représentait une part importante de l'activité espagnole, aujourd'hui elle n'occupe plus que 7% de la population active et contribue pour 4% au PNB du pays (Chambre Franco-Espagnole de Commerce et d'Industrie : 10/5/2007 : 1). Toutefois plusieurs produits issus du secteur primaire font encore l'objet d'exportations importantes : produits de la vigne et du vin, huile d'olive, liège, fruits et légumes sans oublier les produits de la pêche (*Ibid.*).

L'extraction minière, autrefois fort prospère est aujourd'hui limitée. Les minerais traditionnels (charbon, lignite, fer, uranium, mercure, zinc, plomb, potasse, cuivre) sont à présent exploités de façon marginale, ne survivant que grâce aux subventions publiques. Toutefois, l'Espagne reste productrice de marbre et de granit (*Ibid.* : 2).

L'industrie diversifiée concerne les secteurs suivants : textile, chaussures, papier, agroalimentaire, métallurgie, chimie, construction automobile et navale, haute technologie. Cependant, plusieurs de ces activités, en particulier le textile, la chaussure, la métallurgie, la construction navale sont confrontées de façon de plus en plus aiguë à la concurrence, notamment de la part des nouveaux venus de l'Union Européenne (Hongrie, Pologne, République Tchèque...) et des pays émergents du Tiers Monde (Inde, Chine...).

Bien sûr, comme les autres pays occidentaux, l'Espagne connaît une importante tertiarisation de son économie, un mouvement qui s'est amplifié à partir des années 1990. Les services sont particulièrement importants en Espagne, n'oublions pas le rôle considérable joué par le tourisme dans le développement espagnol dès les années 60. La Banque n'est pas non plus négligeable dans ce phénomène, il existe des groupes très actifs tels que Banesto ou BBVA, ce dernier étant le produit de la fusion de différents établissements issus de la Banque Basque, bien qu'à présent localisés à Madrid.

Ces quelques rapides observations indiquent une nette tendance à la concentration des centres de décision. L'économie est diversifiée et l'étude d'Albert Broder (Broder 1998 : 267) confirme le poids croissant dans le PIB du secteur tertiaire qui y contribue pour 68,92% au

cours de la période 1975-1992, alors que l'industrie n'y représente que 22,98% au cours de la même période et le BTP 5,70%. En dehors de cela, l'économie espagnole n'est certes pas sans problèmes, tout comme celles des autres pays occidentaux, sans plus.

2.4 Le financement de l'activité économique

Traditionnellement, l'investissement étranger joue un rôle essentiel dans le développement économique de l'Espagne. Historiquement, celle-ci a toujours souffert d'un manque de capitaux chronique ; l'industrialisation au XIX^e siècle s'est donc réalisée essentiellement grâce aux capitaux étrangers, sans oublier ceux qui furent rapatriés du nouveau monde après les guerres d'indépendance de l'Amérique Latine.

De nos jours, ces apports extérieurs sont toujours importants, la plupart des grands groupes internationaux sont présents en Espagne. Cela pose la question de l'indépendance réelle du pays par rapport aux centres de décisions. Certes, jusqu'à une époque récente, cette spécificité, sans être purement espagnole, était très marquée en Espagne. A présent, les données évoluent : de nombreuses activités étant entre les mains de multinationales, les centres de décisions se situent très souvent hors du périmètre concerné, que ce soit en Espagne ou dans d'autres pays occidentaux.

De plus, outre le secteur bancaire déjà mentionné, il existe à présent de grands groupes espagnols, comme par exemple le groupe catalan Albertis, acquéreur de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France en 2005. (*Atlaséco* Nouvel Observateur 2007 : 74)

D'autres secteurs d'activités ne sont pas moins actifs : Metrovesca dans l'Immobilier, Gas Natural, sans oublier Telefónica très performante en Amérique Latine (Ibid.).

En résumé l'économie espagnole est dynamique, diversifiée, orientée vers l'extérieur. Quant à l'origine régionale des entreprises, elle est souvent difficile à déterminer, les sièges sociaux ainsi que les centres de décisions se situant majoritairement à Madrid. Tout au plus note-t-on quelques entreprises spécifiquement catalanes, comme Albertis citée plus haut.

Si l'affirmation régionaliste est très forte d'un point de vue politique, différents facteurs, comme la concentration des capitaux ou les performances de moyens de transport toujours plus rapides, font que d'un point de vue économique on assiste au contraire à un nouveau phénomène de concentration. Cette constatation conduit à examiner les relations économiques Espagne/Portugal, car l'examen rapide d'une carte montre que la péninsule constitue un ensemble géographique. La tentation peut donc être grande d'allier espace géographique et espace économique.

3. Relations économiques Espagne/Portugal

3.1. Présentation rapide du Portugal

Sauf pendant une période très courte, suite à la crise dynastique ouverte en 1580, Espagne et Portugal sont deux nations distinctes avec des histoires différentes et aussi un tissu économique différent. Si en 1580, le Roi d'Espagne Philippe II réussit à s'emparer du Portugal, unifiant politiquement la Péninsule ibérique, cette situation fut de courte durée puisque la révolte de 1640 proclama le Duc de Bragance Roi du Portugal, sous le nom de Jean IV, alors que Philippe IV régnait en Espagne. Ensuite les destins des deux nations se séparèrent, politiquement tout au moins.

Cependant, au niveau économique tout concourt à faire de l'Espagne un interlocuteur privilégié du Portugal. L'isolement géographique à l'extrême sud-ouest de l'Europe qui, pendant longtemps, tint l'Espagne éloignée des grands courants économiques, est encore plus marqué en ce qui concerne le Portugal. La seule frontière qui le jalonne est celle qui le sépare

de l'Espagne. Cette proximité, et, dans le passé, la difficulté à traverser la péninsule par voie terrestre ne pouvaient que concourir à tisser des liens importants entre les deux pays. Qu'en est-il de nos jours ? Avant toute analyse, il convient de noter un point commun entre les deux voisins : tous deux sont entrés en même temps dans ce qui était alors la Communauté Economique Européenne, le 1^{er} janvier 1986.

Si l'on a abondamment évoqué « le miracle espagnol » pour définir la mutation rapide de l'économie dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, il n'en est pas de même pour le Portugal. Les bases économiques sont différentes. Au XIX^{ème} siècle, au contraire de son voisin, le Portugal n'a pu bénéficier de richesses minières importantes, ni des mêmes apports de capitaux. Traditionnellement l'essentiel des capitaux accumulés dans le commerce tendaient à s'y réinvestir ou à s'orienter vers l'immobilier, délaissant les activités industrielles (Guichard 1990 : 184). Deux pôles économiques émergent toutefois dès le XIX^o siècle : la région de Porto au Nord et l'axe Lisbonne Setubal au sud. Ces deux zones restent très actives de nos jours (*Ibid.*).

De nombreux points faibles grèvent encore l'économie portugaise : forte dépendance énergétique, infrastructures de transports souvent déficientes, poids excessif de l'agriculture, des caractéristiques soulignées par G. Cazes, J. Domingo et A. Gauthier dans une étude publiée à la veille de l'entrée des deux pays ibériques dans la Communauté Economique Européenne (G. Cazes, J. Domingo, A. Gauthier 1985 : 207-255). Malgré tout, la progression de l'économie portugaise, tout en étant lente, reste constante. En observant les indices du PIB de 1900 à 2000, on remarque qu'à part une petite régression au moment de la crise économique des années 30 et une autre dans les années 1975-76, son évolution est toujours ascendante. (Silva Lopes 2004 : 131-134) Pour un indice 100 en 1990, le PIB atteint l'indice 130,81 en 2000. (*Ibid.* : 133-134)

Au niveau politique, les institutions sont nettement moins décentralisées qu'en Espagne, même si les communes et les collectivités territoriales bénéficient d'un important pouvoir local et si la « décentralisation démocratique de l'administration » est affirmée dans la Constitution. (Constitution de la République portugaise 7^{ème} révision 2005 : article 6 alinéa 1 consultable sur le site du Parlement portugais). Le même article de la Constitution définit l'Etat comme « unitaire » (*Ibid.*) et ne reconnaît qu'une seule langue et un seul drapeau (*Ibid.*). Les 21 districts créés au XIX^o siècle, et qui perdurent de nos jours, évoquent plutôt les départements français que les Communautés Autonomes espagnoles (Bernard 2004 : 24). Seules deux régions sont dotées d'un statut d'autonomie : les Açores et Madère, pour des raisons géographiques évidentes (*Constitution de la République portugaise*, Article 6, Alinéa 1). Le pouvoir politique se présente donc de façon nettement moins fragmenté qu'en Espagne. Les deux pays ayant fait conjointement leur entrée dans l'Europe, il est intéressant de voir comment ont évolué leurs relations, en termes d'échanges d'abord, en termes d'investissements ensuite.

3.2. Les échanges entre l'Espagne et le Portugal

3.2.1. Evolution

Ils sont modérés au moment de la négociation du traité d'adhésion. En 1982 l'Espagne est le 10^{ème} client et le 5^{ème} fournisseur du Portugal, représentant 5,1% de ses importations et 4% de ses exportations. (G. Cazes, J. Domingo, A. Gauthier 1985 : 259-260). Les échanges se sont intensifiés dès l'intégration européenne, et particulièrement à partir de 1990. A présent l'Espagne est le principal fournisseur de son voisin lui livrant 30,4% de ses importations. Elle est également son premier client lui achetant 27,4% de ses exportations, les deuxième et

troisième partenaires étant l'Allemagne et la France (Ambassade de France au Portugal Mission Economique, Principaux indicateurs économiques mai 2007 : 2)

La progression des échanges est très marquée et en augmentation constante entre 1995 et 2006. Les importations espagnoles en provenance du Portugal passent entre ces deux dates de 2,599 milliards d'euros à 8,730 milliards, les exportations vers le Portugal de 5,806 milliards à 14,972 milliards. (Banque d'Espagne Balance des paiements 2006 : 187). Même si le taux de couverture portugais s'est légèrement amélioré (de 29,77% à 38,77%), le déficit reste important. Afin d'apporter toute la clarté nécessaire, il convient de noter que les données fournies par la Banque d'Espagne pour l'année 2006 ne sont encore que des estimations à ce jour.

3.2.2. Les produits concernés

Avant l'adhésion, le Portugal vendait à l'Espagne principalement de la pâte à papier ou le papier produit fini, des produits chimiques (pétrochimie), du matériel de transport (pièces détachées automobiles) et lui achetait des machines, du matériel électrique, des automobiles, des produits minéraux (G. Cazes, J. Domingo, A. Gauthier 1985 : 259).

A partir des années 1990, les balances des paiements entre les deux partenaires mentionnent en premier lieu l'importation par le Portugal de produits alimentaires, boissons et tabacs ; parmi les biens de consommation durable se détachent les automobiles, en progression jusqu'en 2002, stables ensuite. Les produits textiles et la chaussure sont en nette régression en raison de la concurrence croissante des pays du Tiers Monde à bas coûts salariaux, malgré la forte implantation d'une économie souterraine. Si l'on peut souligner également les biens d'équipement, les produits phares sont les produits industriels intermédiaires dont la progression a été particulièrement spectaculaire entre 1995 et 2006, passant de 2,691 milliards d'euros en 1995 à 7,825 milliards en 2006 ⁽¹⁾.

Côté importations par l'Espagne, le poste « produits alimentaires, boissons et tabac » est en nette augmentation, surtout à partir de 2004. On peut faire la même remarque pour les produits de consommation durable. Les achats essentiels concernent les produits industriels intermédiaires : 1,418 milliards d'euros en 1995 et 5,049 milliards en 2006. Pour ce poste on peut souligner l'importance de la pâte à papier dont le Portugal est un gros producteur, une tendance soulignée par l'étude de la mission économique française à Lisbonne (Bernard 2004 : 112) ⁽²⁾.

Les échanges comportent également les services, n'oublions pas que le tourisme en Espagne est une activité essentielle, représentant plus de 11% du PIB, ainsi que 2,3 millions d'emplois, soit près de 11% de la population active. En 2005 l'Espagne est la 2^{ème} destination touristique au monde après la France avec 55,6 millions de visiteurs étrangers en 2005, ainsi qu'une recette de plus de 46 milliards d'euros cette même année et des prévisions sensiblement comparables pour 2006. (Maupas Oudinot 2007 : 60) L'Espagne est de loin le pays le plus visité par les Portugais qui se rendent à l'étranger, environ 10 millions d'entrées par an. (Huetz de Lemps 1998 : 255). Encore convient-il de nuancer ces chiffres car ils englobent non seulement les véritables touristes qui séjournent en Espagne mais aussi les excursionnistes d'une journée ainsi que les portugais émigrés qui la traversent pour regagner leur pays d'origine le temps de vacances. Malgré ces quelques restrictions il n'en reste pas moins qu'elle reste une destination de prédilection pour les Portugais.

L'activité touristique est certes moins développée au Portugal, elle représente toutefois 8% du PIB occupant 10% de la population active. Le Portugal est au 9^{ème} rang mondial pour le

1 Les sources portugaises : balances des paiements bilatérales ainsi que Caetano (1998 : 36-42) confirment exactement les mêmes tendances .

2 Même remarque que précédemment.

nombre de touristes accueillis avec 11,6 millions de visiteurs en 2002. La recette fournie par ce secteur étant de 6,260 milliards d'euros cette même année, le tourisme doit également être considéré comme une activité porteuse (Bernard 2004 : 102). Là encore la proximité géographique joue un rôle essentiel, l'Espagne étant de loin le pays apportant le plus de visiteurs au Portugal. Rien que pour l'année 2001, on compte aux frontières portugaises 21 363 000 entrées de touristes espagnols, encore qu'il faille, là encore, nuancer ce propos, nombre d'entre eux mettant à profit précisément cette proximité pour faire une excursion d'une journée, voire de quelques heures. Malgré tout, les Espagnols séjournant plus de 24 heures représentent près de la moitié des entrées totales. Notons enfin que le tourisme d'affaires au Portugal connaît une croissance sans précédent, particulièrement en ce qui concerne les congrès, foires et expositions, il s'est hissé au 5^{ème} rang mondial pour cette activité. Deux lieux concentrent particulièrement ce type d'événement : Exponor à Porto et la Foire Internationale de Lisbonne qui sont précisément les principaux pôles économiques du pays (Bernard 2004 : 103). Là encore, les Espagnols sont les mieux placés pour participer à ces différents événements.

Ainsi, l'essor des échanges entre l'Espagne et le Portugal, qu'il s'agisse de services comme le tourisme, ou de marchandises, est considérable, particulièrement depuis ces dix ou quinze dernières années.

3.3. Les investissements

Traditionnellement l'Espagne a longtemps fonctionné avec une part importante de capitaux étrangers, et, en ce domaine, la pénurie était telle que les mouvements vers l'extérieur étaient sévèrement encadrés. Une première tentative de libéralisation des mouvements de capitaux espagnols vers l'étranger a eu lieu à partir de 1973 par le décret 487/1973 du 1^o mars. La crise qui a sévi dans les années suivantes, non seulement en Espagne mais dans le reste du monde a fait que le processus ne s'est véritablement engagé que dans les années 80. Un nouveau décret, 1087/1978 du 14 avril, a de nouveau fixé le cadre des exportations de capitaux et dès les années 80 l'Espagne a commencé à réaliser d'importants investissements à l'étranger dont les principales destinations étaient particulièrement les anciennes colonies d'Amérique Latine d'une part, le Portugal d'autre part (Tamames, Rueda 2002 : 372). Le premier objectif visé s'explique par la communauté de langue et de culture, le second par la proximité géographique. Les investissements directs de capitaux espagnols au Portugal, et, à l'inverse, portugais en Espagne ont connu un essor considérable à partir de la deuxième moitié des années 80, les premiers représentant toujours une part beaucoup plus importante que les seconds avec un taux de couverture pour le Portugal oscillant traditionnellement aux alentours de 45% après 1995 (Caetano 1998 : 84).

3.3.1. Les investissements espagnols au Portugal

A partir des années 80, les secteurs de prédilection des investisseurs espagnols au Portugal sont le secteur financier (54% en moyenne du total), l'industrie de transformation (25%) et le commerce (13%), l'agriculture et l'extraction minière ne dépassant pas à elles deux 1% de la valeur totale. (Caetano 1998 : 86)

Pour l'industrie de transformation, les activités les plus visées sont la transformation de minéraux non métallurgiques –l'extraction de minéraux tels que le marbre, le granit ou le schiste n'étant pas négligeable-, les produits alimentaires, boissons et tabacs, les industries chimiques et les produits de la métallurgie –machines, équipement et matériel de transport-. Les secteurs sont donc très diversifiés avec une nette prédilection pour les services, finance et commerce, une tendance en adéquation avec la tertiarisation observée depuis de nombreuses années au niveau de l'économie espagnole. Le volume des investissements est

particulièrement important depuis le début du XXI^{ème} siècle avec un pic de 3,605 milliards d'euros en 2000, et une stabilisation par la suite, aux alentours de 2 milliards (Banque d'Espagne, Balances des paiements, Investissements directs 2006 : 186-187).

3.3.2. Les investissements portugais en Espagne

L'Espagne est le premier pays de destination des investissements portugais. Toutefois, alors que ceux des Espagnols au Portugal sont une constante, il n'en va pas de même pour ceux des Portugais vers l'Espagne, extrêmement fluctuants, accusant même un solde largement négatif représentant 1,262,09 milliards d'euros en 2002. L'investissement lusitanien en Espagne se monte à 437,8 milliards d'euros en 2006 (Banque d'Espagne Balances des paiements Investissements directs 2006 : 187). Vient ensuite le Brésil comme destination des investissements à l'étranger (Bernard 2004 : 109). Le Portugal a une prédilection à la fois pour le voisin ibérique et l'ancien empire colonial d'Amérique, tout comme l'Espagne. Cette observation suggère la constitution d'un espace économique regroupant, d'une part, les deux pays ibériques et d'autre part, leurs anciens empires coloniaux respectifs.

Toutefois l'irrégularité des flux invite à s'arrêter plus longuement sur la question. La fiche de synthèse de la Mission économique au Portugal (*Le Portugal : investissements directs étrangers et présence française*) souligne une particularité. Elle indique que les statistiques fournies par la Banque du Portugal peuvent être considérablement faussées par « l'importance prise par les places financières offshore de Madère et des Açores dans les transferts de capitaux à l'échelle mondiale » (fiche de synthèse 14/11/2006 : 1). La même étude cite l'exemple de l'année 2001, au cours de laquelle un investissement de 3 milliards d'euros entre la Grande Bretagne et l'Espagne a transité par Madère. Ce transfert a faussé les données, tant fournies par la Banque d'Espagne que par la Banque du Portugal. L'investissement en question a été rétrocedé en 2004, avec un mouvement inverse de l'Espagne vers la Grande Bretagne, transitant encore par Madère et faussant à nouveau les statistiques (*Ibid.*). Un tel exemple contribue, en premier lieu, à relativiser l'investissement portugais à l'étranger, -en Espagne en particulier- et ensuite, à expliquer, du moins en partie, l'irrégularité de ce poste dans les balances des paiements.

3.3.3. Quelques remarques sur les investissements espagnols au Portugal

Les sociétés espagnoles qui investissent au Portugal sont, d'une part, des sociétés à vocation nationale cherchant à étendre leur influence, et, d'autre part, des filiales espagnoles de sociétés étrangères implantées dans la Péninsule. Les premières ont souvent une origine géographique relativement proche de la frontière portugaise, en particulier dans le secteur du bâtiment ou du transport. Dans le second cas de figure, les filiales espagnoles servent d'intermédiaire privilégié pour aborder un autre marché, celui du Portugal. Ce phénomène est relativement récent. Selon Caetano (1998 : 95), une étude de la Chambre de Commerce Luso-Espagnole révèle que sur 2218 entreprises portugaises à participation de capital espagnol en 1994, seulement 5% étaient déjà implantées en 1985, 30% se sont implantées entre 1986 et 1989, et 65% se sont installées au-delà de cette date. Cette étude indique que le phénomène est récent et fait du Portugal le prolongement naturel de l'activité économique espagnole (Caetano 1998 : 95). Le rôle incontournable de l'Espagne est tout spécialement important dans des secteurs tels que le bâtiment, les travaux publics, le transport, et différents types de prestations de services. La fiche de la mission économique de l'Ambassade de France à Lisbonne, *Le Portugal : investissements directs étrangers et présence française*, souligne cette caractéristique : « l'imbrication croissante des deux économies de la péninsule ibérique conduit le plus souvent les entreprises françaises à livrer le marché portugais et à y investir à

partir de leurs filiales espagnoles (Auchan, Danone, Saint-Gobain,...) » (fiche de synthèse 14/11/2006 : 3).

Cette étude rapide permet de souligner une triple caractéristique des relations économiques hispano-portugaises. A partir d'une forte intensification des relations dès l'entrée conjointe dans la CEE en 1986, tant pour les échanges que pour les investissements, l'Espagne est non seulement devenue le premier partenaire du Portugal, mais, les investissements espagnols au Portugal dépassant souvent largement les frontières ibériques, elle est devenue, dans bien des cas, le partenaire obligé pour pénétrer le marché du Portugal et pour y investir. Une véritable concentration de pouvoir économique s'est ainsi progressivement mise en place, à l'échelon péninsulaire, et au très net avantage de l'Espagne.

Conclusion

Pour conclure, l'ensemble de cette rapide analyse appelle un certain nombre de réflexions et d'interrogations. D'une part, l'émiettement du pouvoir politique en Espagne est bel et bien une réalité, avec le renforcement du pouvoir des régions, la multiplication des instances et des niveaux administratifs, enfin la dispersion des centres de décision. La Constitution de 1978 a reconnu les autonomies espagnoles, avec les conséquences que l'on connaît sur le pouvoir politique, et, le temps que les différents statuts soient négociés et mis en place, le processus a été une réalité effective dans les années 80, ce qui signifie que c'est bien cette Espagne multiple qui est entrée dans la CEE conjointement avec le Portugal. Parallèlement à ce phénomène de morcellement du pouvoir politique, tous les observateurs s'accordent à reconnaître un resserrage réciproque des relations économiques entre les deux pays ibériques. Cette évolution démontre que les centres de décision tendent à devenir plus économiques que politiques. Les mêmes centres de décision tendent à régir des espaces géographiques beaucoup plus vastes, affaiblissant ainsi un pouvoir politique de plus en plus dispersé. Il est vrai aussi que la mondialisation intervient dans ce processus ; de nombreux centres de décision sont fort éloignés de la Péninsule ibérique, certains y restent localisés, mais ces derniers ne sont cependant pas tous purement ibériques car certaines sociétés appartiennent à d'autres pays et certaines multinationales utilisent l'Espagne comme tremplin. Malgré ces quelques restrictions la conjoncture actuelle revient à reconnaître un espace géographique ibérique avec tout ce que cela implique : proximité linguistique, modes de vie ou mentalités proches. Tout cela pourra-t-il déboucher par la suite sur la constitution d'une identité proprement ibérique ? Seul l'avenir pourra répondre à cette question.

Enfin, à l'issue de ces quelques réflexions, on peut ajouter que la tendance ne semble pas près de s'inverser. Les nouveaux projets ferroviaires ou routiers réalisés ou en cours de réalisation devraient contribuer à renforcer encore les relations hispano-portugaises. Citons, à titre d'exemple, l'autoroute de Lisbonne à Valladolid prévue pour 2010, la liaison ferroviaire de Porto à Vigo prévue pour 2010 également sans oublier l'axe ferroviaire à grande vitesse Lisbonne/Porto/Madrid prévu pour 2011 (Bernard 2004 : 49). Il est encore difficile de prévoir toutes les implications à la fois économiques, politiques, sociologiques, humaines d'un tel rapprochement entre les deux partenaires ibériques, mais il est certain que les éléments disponibles à ce jour vont tous dans le sens du renforcement des liens existants.

Références bibliographiques

ATLASECO. Atlas économique mondial (2007). Paris : Médiaobs, Le Nouvel Observateur.
Banco de España, Site de la Banque d'Espagne (2007). Balanza de pagos y posición de inversión internacional de España, 2006, Inversiones directas por zona geográficas y económicas seleccionadas, p. 186-187, Portugal : importaciones /Portugal : exportaciones p 246, documents consultables sur le site de la Banque d'Espagne : <http://www.bde.es> pages consultées le 3 juillet 2007.

Banco de Portugal, Site de la Banque du Portugal (2007). *Boletim estatístico julho 2007*, Balances des Paiements, 48 pages consultables sur le site de la Banque du Portugal : <http://www.bportugal.pt> pages consultées le 3 juillet 2007.

Bernard, Jean-Claude, Ed. (2004). *Exporter au Portugal (=Collection L'essentiel d'un marché)*, Paris : Editions UBI France et les Missions économiques.

Broder, Albert (1998). *Histoire économique de l'Espagne contemporaine (=Collection Economies et sociétés contemporaines)* Paris : Edition Economica.

Caetano, José Manuel (1998). *Portugal-Espanha, Relações económicas no contexto da integração europeia*, Oeiras Portugal : Editions Celta.

Cazes, G. / Domingo, J. / Gauthier, A. (1985). *L'Espagne et le Portugal aux portes du Marché Commun (= Collection histoire et géographie économique)*, Montreuil : Editions Bréal.

Congreso de Diputados, **Secretaría general (1983).** *Constitución española de 1978*, Madrid Ed. Congreso de Diputados, Secretaría general.

Guichard, François (1990). *Géographie du Portugal (=Collection Géographie)*, Paris : Editions Masson.

Huetz de Lemps, Alain (1998). *L'économie de l'Espagne (=Collection U)*, Paris : Armand Colin.

Maupas-Oudinot, Marc, Ed. (2007). *L'essentiel d'un marché Espagne*, Paris : Editions UBI France et les Missions économiques.

Silva Lopes, José (2004). *A economia portuguesa no século XX (=Coleção Breve Economia)* Lisboa : Ed. Instituto de Ciências sociais da Universidade de Lisboa.

Site de la Chambre de Commerce Franco-Espagnole de Commerce et d'Industrie. Economie de l'Espagne (présentation générale de l'économie espagnole, 3 pages consultables sur le site : http://www.enespaigne.com/economie_espagne.html pages consultées le 10 mai 2007.

Site de la Mission Economique de Lisbonne (fiche de synthèse des missions économiques, MINEFI-DTGPE). Fiche de synthèse : Le Portugal : investissements directs étrangers et présence française (14/11/2006) p. 1-3, fiche de synthèse : Le commerce extérieur du Portugal en 2006 (24/5/2007) p. 3, fiche de synthèse : Economie Portugaise : Principaux indicateurs économiques (16/3/2005 actualisation mai 2007) p. 2, Documents consultables sur le site : <http://www.missioneco.org/portugal/> pages consultées le 3 juillet 2007.

Site du Parlement portugais. Constitution de la République portugaise, 7^{ème} révision, 2005. http://www.parlamento.pt/frances/const_leg/crp_franc/index.html

Tamames, Ramón / Rueda, Antonio (2002). *Introducción a la economía española (=El libro de bolsillo economía, 25^o ed.)*, Madrid: Alianza Editorial.